

• Politique de santé	2
• Santé publique	2
• Ethique	3
• Actualité sanitaire	3
• Prévention sanitaire	4
• Recommandations – évaluations sanitaires	4
• AP-HP	6
• Organisation hospitalière	6
• Professions sanitaires et sociales	7
• Travail – Sécurité du travail	8
• Questions sociales – action sociale	9
• Société	10

Pour vous abonner à « L'ACTU sanitaire & sociale », contactez : jocelyne.esch@aphp.fr

Politique de santé

- Quatre priorités pour la stratégie nationale de santé 2018-2022, 12 janvier 2018

Le décret portant définition de la stratégie nationale de santé pour la période 2018-2022 a été publié au Journal officiel du 31 décembre 2017. La nouvelle stratégie poursuit quatre axes principaux : donner la priorité à la prévention, lutter contre les inégalités sociales et territoriales d'accès à la santé, garantir la pertinence et la qualité des soins, soutenir la recherche et réaffirmer la place des usagers

[Source : vie-publique.fr](#)

- Questions sociales et santé : lutte contre la désertification médicale, 12 janvier 2017

Rapport n° 543 visant à lutter contre la désertification médicale.

[Source : Sénat](#)

- Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique (CNAarusp), 10 janvier 2018

Au sommaire : Les missions de la Commission nationale d'agrément ; Les critères d'agrément ; La composition ; Les rapports d'activités ; Le guide pratique.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Centres de santé : un accès aux soins renforcé, une prise en charge sécurisée, 15 janvier 2018

Une ordonnance redéfinissant le statut des centres de santé vient de paraître. Elle renforce l'accès aux soins en encourageant et simplifiant la création des centres et en réduisant leurs contraintes de fonctionnement.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

[Source : vie-publique.fr](#)

- Programmes et projets européens : programme d'action dans le domaine de la santé – 2018, 15 janvier 2018

La Direction générale Santé a publié les priorités et les actions à entreprendre en 2018, y compris la répartition des ressources, pour mettre en œuvre le troisième programme d'action de l'Union européenne dans le domaine de la santé (2014-2020).

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)



Santé publique

- Vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) dès 11 ans - Pour se protéger du cancer du col de l'utérus, janvier 2018

Ce dépliant fait le point sur la vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) pour se protéger du cancer du col de l'utérus. Il expose les raisons pour lesquelles la vaccination est recommandée, ses modalités et ses effets secondaires et indésirables.

[Source : INCa](#)

- Plan Régional Santé Environnement des 13 régions françaises, 9 janvier 2018

[Source : politiquesdesante.fr](#)

- Lancement de la concertation relative aux produits phytopharmaceutiques, 19 janvier 2018

Lancement de la concertation sur les propositions de plan d'actions sur les produits phytopharmaceutiques et une agriculture moins dépendante aux pesticides

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Utilisation des produits phytopharmaceutiques, 22 janvier 2018

Une mission inter inspections a étudié l'impact des produits phytopharmaceutiques leur utilisation ainsi que les alternatives en se concentrant sur les usages agricoles (herbicides, fongicides ou insecticides).

[Source : Documentation française](#)



Ethique

- Décisions de limitation et d'arrêt de traitement (LAT) en fin de vie : points de repère juridiques pour les médecins, 15 janvier 2018

Ce document est destiné aux médecins qui s'interrogent sur une décision de limitation ou d'arrêt de traitement. Ces décisions sont fréquentes et souvent complexes. Les situations dans lesquelles elles sont prises peuvent être conflictuelles entre les différents acteurs du processus décisionnel (patient, entourage, équipe de soins et équipe médicale). Elles peuvent être marquées par une incertitude médicale. L'ensemble des décisions en fin de vie relèvent d'une démarche de type délibératif et pluridisciplinaire, qui doit tenir compte de la singularité de chaque situation. La loi « Claeys-Leonetti » encadre cette démarche. En 10 schémas, ce document retrace les procédures qui sont requises par la loi dans ces situations et doivent être strictement respectées. Il donne des points de repère permettant de sécuriser juridiquement les décisions prises.

[Source : Direction des affaires juridiques AP-HP](#)

- Gestation pour autrui : quelles sont les évolutions du droit ?, 17 janvier 2018

A la veille de l'ouverture des États généraux de la bioéthique, une tribune a été publiée dans le "Monde" en faveur de la reconnaissance dans le droit français des enfants nés à l'étranger par le recours à une gestation pour autrui (GPA). Quelle est la réglementation et la jurisprudence française en la matière ?

[Source : vie-publique.fr](#)

- Les États généraux 2018 de la bioéthique, 18 janvier 2018

"Quel monde voulons-nous pour demain ?" C'est sur cette question que s'ouvrent le 18 janvier 2018 les États généraux de la bioéthique. Ceux-ci doivent durer six mois et aboutiront à une nouvelle loi sur la bioéthique à la fin de l'année 2018.

[Source : vie-publique.fr](#)



Actualité sanitaire

- 142ème session du Conseil exécutif de l'OMS : 22-27 janvier 2018 à Genève, Suisse

La session extraordinaire pourra être suivie en direct sur le webcast à partir du 22 janvier 2018, 9h30. Les débats seront traduits dans les 6 langues officielles de l'Organisation.

[Source : OMS](#)

- La couverture sanitaire universelle doit inclure les personnes âgées, 17 janvier 2018

L'objectif de développement durable relatif à la santé (ODD3) a pour but de «permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge». Toutefois, les personnes âgées requièrent des approches différentes en matière de soins de santé et sont souvent moins à même de payer pour ces services; les systèmes de santé devront donc être substantiellement réalignés pour réaliser ces cibles.

[Source : OMS](#)

- Les Français vivent plus longtemps, mais leur espérance de vie en bonne santé reste stable, 16 janvier 2018

Etudes et résultats n° 1046 - En 2016, l'espérance de vie en bonne santé, c'est-à-dire le nombre d'années qu'une personne peut compter vivre sans souffrir d'incapacité dans les gestes de la vie quotidienne, s'élève en France à 64,1 ans pour les femmes et à 62,7 ans pour les hommes. Elle est stable depuis dix ans. Parallèlement, l'espérance de vie en bonne santé à 65 ans, qui s'établit à 10,5 ans pour les femmes et 9,4 ans pour les hommes, a augmenté au cours de cette période : respectivement +0,9 an et +0,8 an. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de progression de l'espérance de vie à la naissance. En 2016, celle-ci atteint 85,3 ans pour les femmes et 79,3 ans pour les hommes.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- **Des organes imprimés en 3D...vraiment ?**, octobre 2017

Imprimer des tissus vivants est-il si facile que ça ? Et arrive-t-on aujourd'hui à obtenir des organes fonctionnels ? (vidéo Youtube).

Source : INSERM



Prévention sanitaire

- **Contamination à Salmonella Agona de jeunes enfants : point de situation au 14 janvier 2017**

Dans la continuité des mesures de retrait-rappel de produits de nutrition infantiles fabriqués par Lactalis annoncées le 2 décembre, le 10 décembre puis le 21 décembre du fait d'un risque de contamination par Salmonella Agona, Lactalis a décidé de rappeler, ce 12 janvier 2018 par mesure de précaution, la totalité des laits infantiles en poudre, céréales infantiles et produits nutritionnels fabriqués sur le site de production de Craon, quels que soient leur date de production et leur numéro de lot, qu'ils soient encore commercialisés ou en possession des consommateurs.

Source : Ministère des solidarités et de la santé

- **Vaccinations obligatoires « Qu'est-ce qui change ? »**, 15 janvier 2018

Source : Ministère des solidarités et de la santé

- **Antibioclic+ : un nouvel outil d'aide à la décision en antibiothérapie pour les médecins franciliens**, 17 janvier 2018

L'Agence régionale de santé Île-de-France et le comité de pilotage d'Antibioclic mettent en place «Antibioclic+», un outil en ligne d'assistance à l'antibiothérapie. Celui-ci permet aux médecins de ville franciliens d'optimiser leurs prescriptions.

Source : ARS Ile-de-France

- **Une appli e-santé permettant de détecter le cancer de la peau**, 9 janvier 2018

A travers le service de téléconseil Epiderm (groupe Visiomed), les patients peuvent soumettre des photos de leurs lésions cutanées afin d'obtenir l'avis d'un dermatologue et être orientés et conseillés. "Des études ont montré le bénéfice de la télémedecine, téléconsultation et télé-expertise, dans le dépistage des tumeurs cutanées, notamment en facilitant l'accès au dermatologue. En revanche, il y a peu de données sur le rôle du téléconseil médical personnalisé en dermatologie dans ce dépistage.

Source : FORMATICSanté



Recommandations – évaluations sanitaires

- **Méthodes contraceptives : Focus sur les méthodes les plus efficaces disponibles**, 24 novembre 2017

Ce document de synthèse est une mise à plat des informations pour chaque type de contraception jugées par l'OMS comme les plus efficaces notamment : les spécialités disponibles, leur mode d'action, les indications, les populations cibles, l'efficacité, la tolérance, les conditions de suivi et les complications.

Source : Haute Autorité de Santé

- **Exposition au mercure organique et grossesse : Prise en charge de la femme enceinte et de l'enfant à naître**, 12 janvier 2017

L'homme est exposé au MeHg, principalement par la consommation de poissons contaminés. La toxicité du MeHg est essentiellement neurologique ; la contamination in utero des enfants étant la plus préoccupante. Ce travail a pour objectifs : d'identifier les risques sanitaires spécifiques liés à l'exposition au mercure organique ; de définir les modalités de surveillance médicale des populations exposées ; de proposer des mesures de prévention adaptées à ces risques.

Source : Haute Autorité de Santé

- Prise en charge de l'endométriose, 17 janvier 2017

L'objectif de ces recommandations est de pouvoir proposer à chaque patiente un parcours de soins homogène, coordonné et optimal, avec comme facteur clé l'information des patientes. Les recommandations abordent chaque étape de la prise en charge du diagnostic aux traitements et les situations d'infertilité liées à l'endométriose. Le cas particulier de l'adénomyose a été exclu de ces recommandations.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Vertiges positionnels paroxystiques bénins : manœuvres diagnostiques et thérapeutiques, 22 janvier 2017

Le mode de prise en charge et les moyens utilisés pour traiter les symptômes du VPPB doivent systématiquement respecter plusieurs principes : un interrogatoire adapté pour identifier l'histoire et l'expression du VPPB ; l'exécution du test de Dix-Hallpike et du test positionnel rotatoire couché pour identifier le ou les canaux semi-circulaires incriminés ; l'évaluation complète de l'équilibre et des handicaps du patient ; l'élaboration du plan de traitement incluant la (ou les) manœuvre(s) la (les) plus adaptée(s) pour traiter les canaux semi-circulaires incriminés.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Dyskinésies ciliaires primitives, 12 janvier 2018

L'objectif de ce protocole national de diagnostic et de soins (PNDS) est d'explicitier la prise en charge optimale et le parcours de soins d'un patient atteint de dyskinésie ciliaire primitive (DCP).

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Maladie de Rendu-Osler, 11 janvier 2018

Ce protocole explicite la prise en charge optimale et le parcours de soins de patients atteints de la maladie de Rendu-Osler de l'âge pédiatrique à l'âge adulte. Ces recommandations initiales sur la maladie de Rendu-Osler ont été élaborées en 2007 en lien avec la Haute Autorité de la Santé (HAS) selon la Méthode d'élaboration du protocole national de diagnostic et de la liste des actes et prestations par le centre de référence d'une maladie rare et mises à jour avec l'ensemble des centres en septembre 2017.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Insensibilités aux androgènes, 10 janvier 2018

Ce protocole expose la prise en charge diagnostique et thérapeutique et le parcours de soins optimaux actuels pour les patients atteints d'insensibilité aux androgènes partielle (IPA) ou complète (ICA)..

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Schizophrénies, 15 janvier 2017

ALD n°23 - Ce guide explicite la prise en charge optimale et le parcours de soins d'un patient admis en ALD au titre de l'ALD n° 23 « Affections psychiatriques de longue durée ». Il est limité à la prise en charge du patient atteint de trouble schizophrénique. Il est accompagné d'un guide à l'attention des patients, destiné à être remis par le médecin traitant et pouvant constituer un support de dialogue.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Troubles anxieux graves, 15 janvier 2017

ALD n°23 - la HAS propose : la liste des actes et prestations, le guide médecin ainsi que le guide patients remis par le médecin traitant et pouvant constituer un support de dialogue. Le guide médecin est limité à la prise en charge du patient présentant un trouble anxieux grave.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Troubles bipolaires, 15 janvier 2017

ALD n° 23 - document de référence pour l'élaboration du protocole de soins en vue de l'admission ou le renouvellement en ALD. Le guide à l'attention des patients, destiné à être remis par le médecin traitant, vise à soutenir le dialogue médecin-malade.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- Procédure de sélection des demandes d'évaluation d'actes professionnels, 28 décembre 2017

Ce guide présente une procédure formalisée qui précise les différents critères de sélection et le rôle des différents acteurs. Il apporte des informations sur les conditions de recevabilité, de faisabilité et de

l'analyse de l'opportunité d'inscription de la demande au programme de travail de la HAS. Chaque demandeur a ensuite accès sur la plateforme en ligne eDEActe, pour chacun de ses dossiers déposés, à la décision du Collège de la HAS.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)



AP-HP

- **Discours des Vœux 2018 de l'AP-HP**, 16 janvier 2018

[Source : Site institutionnel AP-HP](#)

- **Diaporama de la CME du 9 janvier 2018**

Nouvelles de la CME - Bilan financier des conférences stratégiques et budgétaires - Télémédecine - Réforme de l'organisation du temps de travail - Bilan annuel du programme d'action pour l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins, et des conditions d'accueil et de prise en charge des usagers (QSS & CAPCU) - Structures médicales - Conventions d'association hospitalo-universitaires - Révision des effectifs de praticiens hospitaliers

[Source : CME AP-HP](#)

- **AP-HP : Création de la première plateforme d'évaluation et d'analyse des objets connectés en santé à l'hôpital Bichat – Claude-Bernard, avec le soutien du laboratoire MSD France et de La Fondation du Souffle**, 10 janvier 2018

L'AP-HP, en partenariat avec la Fondation de l'AP-HP pour la recherche et avec le soutien du laboratoire MSD France et de La Fondation du Souffle crée à l'hôpital Bichat – Claude-Bernard, la première plateforme d'évaluation et d'analyse des objets connectés en santé, le Digital Medical Hub (DMH). En janvier 2018, le DMH lancera sa première étude auprès de patients transplantés pulmonaires – EOLE-VAL avec DOCAPOST, filiale du Groupe La Poste.

[Source : Site institutionnel AP-HP](#)



Organisation hospitalière

- **Le rôle des CHU dans l'enseignement supérieur et la recherche médicale**, 17 janvier 2017

Il s'agit du premier volet d'une enquête dont le second tome, consacré à la politique de soins et permettant de dresser une conclusion générale, sera présenté en fin d'année. [Enquête](#).

[Source : Sénat](#)

- **Baromètre de la certification**, 15 janvier 2017

Le baromètre présente l'état d'avancement de la procédure de certification V2014. À ce jour, tous les établissements de santé n'ont pas encore reçu d'évaluation. Les résultats présentés sont extraits des rapports de certification et n'intègrent que les décisions finales (prises après le suivi). Fin 2019, près de la totalité des 2 500 établissements de santé en France auront finalisé le premier cycle de la certification V2014.

[Source : Haute Autorité de Santé](#)

- **Campagne tarifaire et budgétaire 2017 : circulaire 3**, 9 janvier 2018

La circulaire N° DGOS/R1/2017/355 du 28 décembre 2017 relative à la campagne tarifaire et budgétaire 2017 des établissements de santé a été publiée le 08 janvier 2018.

[Source : Fédération Hospitalière de France](#)

- **Incitation financière à l'amélioration de la qualité : les résultats de la campagne 2017 pour les établissements de santé**, 11 janvier 2018

Généralisée depuis 2016 à tous les établissements de médecine chirurgie obstétrique (MCO), la dotation complémentaire d'incitation à l'amélioration de la qualité (IFAQ) introduit une part de qualité

dans le modèle de financement hospitalier, en cohérence avec la stratégie nationale de santé.

Source : [Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Accréditation des laboratoires de biologie médicale, 11 janvier 2018

Le 31 décembre 2017 constituait une étape importante pour la biologie médicale en France : la première échéance fixée aux Laboratoires de Biologie Médicale (LBM) dans le cadre de l'obligation législative d'accréditation de leur activité. 864 sur 869 LBM dont 305 hospitaliers, sont aujourd'hui accrédités, soit 99,3 % d'entre eux. Un pari gagné qui illustre la mobilisation et qui récompense l'effort collectif de l'ensemble de la profession de la biologie médicale, des institutions et du Cofrac pour la mise en œuvre d'une réforme essentielle à la qualité des soins.

Source : [Fédération Hospitalière de France](#)

- Mesurer et comparer les établissements dans leurs territoires, 18 janvier 2017

L'ATIH et l'Anap ont co-construit un outil de représentation des flux entre établissements (Orfee) pour mesurer, comparer et analyser les informations issues du PMSI par activité dans les établissements et sur un territoire donné. Il constitue une aide au pilotage stratégique et s'adresse à tous les professionnels de santé (chefs de service, directeurs, etc.), institutionnels et tutelles (ARS, HAS, Chambres régionales des comptes, etc.), représentants des usagers ou universitaires.

Source : [ATIH](#)



Professions sanitaires et sociales

- Encadrement de l'intérim médical : instruction du 28 décembre 2017, 15 janvier 2018

Publication sur le site www.circulaire.legifrance.gouv.fr de l'instruction DGOS/RH4/2017/354 du 28 décembre 2017 concernant la mise en œuvre du décret n°2017-1605 du 24 novembre 2017 relatif au travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé.

Source : [Fédération Hospitalière de France](#)

- Elections professionnelles 2018 : vote électronique scrutin CAPD, arrêté du 12 janvier 2018, 18 janvier 2018

Publication au journal officiel du 18 janvier 2018 de l'arrêté du 12 janvier 2018 fixant le seuil d'effectif prévu au III de l'article 4 du décret N° 2017-1560 du 14 novembre 2017 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique hospitalière.

Source : [Fédération Hospitalière de France](#)

- Attractivité et formation des professions de santé au travail, mise en ligne 18 janvier 2018

Ce rapport relativise fortement le risque sur la démographie médicale des médecins du travail, sauf dans les zones déjà délaissées par tous les médecins quelle que soit la spécialité. Il présente des propositions pour renforcer l'attractivité de la carrière de médecin du travail, améliorer l'information des étudiants en médecine sur le métier de médecin du travail, la formation initiale des médecins du travail et l'accès à cette profession par voie de reconversion. Un focus est fait sur les quatre points suivants : l'attractivité de la médecine du travail pour les étudiants en médecine ; les conditions de reconversion des médecins souhaitant devenir médecins du travail ; les capacités universitaires de formation en médecine du travail ; la formation des membres non médicaux des équipes pluridisciplinaires, y compris par le biais de formation commune à l'ensemble des membres de ces équipes.

Source : enseignementsup-recherche.gouv.fr

- Peut-on se servir de la cartographie des risques a priori pour manager un service ?, 17 janvier 2018

La cartographie des risques a priori fait-elle partie des outils essentiels pour mettre en œuvre un management par la qualité dans un service de soins ? C'est la question que s'est posée l'auteur d'un mémoire de fin d'études de l'IFCS de Nancy. S'il reconnaît la pertinence de cet outil au niveau global, il estime qu'il doit être modifié pour l'adapter au périmètre du service de soins.

Source : cadredesante.com

- De l'engagement organisationnel à la recherche en sciences infirmières : les soignants peuvent-ils s'engager dans un monde hostile ?, 9 janvier 2018

La recherche en sciences infirmières fait entièrement partie de notre identité professionnelle et pourtant elle peut sembler incompatible avec notre quotidien. S'engager dans la recherche peut être un facteur de motivation et d'épanouissement professionnel, et s'avérer un outil de management très efficace.

[Source : cadredesante.com](http://cadredesante.com)



Travail – Sécurité du travail

- Automatisation, numérisation et emploi - Tome 3 : l'impact sur le travail, janvier 2018

Ce rapport est consacré à l'organisation du travail et à ses modalités, mais aussi aux situations de travail des personnes. Le tome 1 (impact sur le volume, la structure et la localisation de l'emploi) et le tome 2 (impact sur les compétences) peuvent être également consultés.

[Source : Documentation française](http://Documentation française)

- Réforme du code du travail : que change la rupture conventionnelle collective ?, 17 janvier 2018

La rupture conventionnelle collective (RCC) permet de rompre un contrat à durée indéterminée (CDI) d'un commun accord entre l'employeur et les salariés. Les modalités de sa mise en œuvre sont déterminées au sein d'un accord collectif signé avec les syndicats majoritaires.

[Source : vie-publique.fr](http://vie-publique.fr)

- En quoi les conditions de travail sont-elles liées au parcours professionnel antérieur ?, 17 janvier 2018

Les conditions de travail auxquelles sont exposées les personnes en 2013 ne sont pas identiques selon leur parcours professionnel. 35,4 % des salariés considérés ont des parcours « stables » avec peu ou pas de changement d'emploi et une catégorie sociale stable dans le temps, 38 % ont des parcours « dynamiques » avec une progression professionnelle ainsi que de nombreux changements d'emploi, et 26,6 % des parcours « précaires » caractérisés par un déclassement ou des aléas de carrière.

[Source : Ministère du travail](http://Ministère du travail)

- L'ostéopathie à l'étude pour la prévention des troubles musculo-squelettiques, 8 janvier 2018

L'ostéopathie pourrait figurer parmi les outils de référence pour la prévention de ces troubles. C'est ce que Matthieu Petit avance dans une série d'articles publiés dans www.managersante.com. Selon les domaines d'activité ou les rythmes de travail auxquels ils sont soumis, les personnels soignants sont touchés à des degrés divers par les troubles musculo-squelettiques (TMS).

[Source : cadredesante.com](http://cadredesante.com)

- Une étude sur l'impact de la sclérose en plaques dans la sphère professionnelle, 15 janvier 2018

Une étude portant sur 800 personnes met en lumière l'impact de la sclérose en plaques (SEP) dans la sphère professionnelle. En France, la maladie touche environ dix nouvelles personnes par jour, avec un diagnostic posé en moyenne à 30 ans.

[Source : cadredesante.com](http://cadredesante.com)

- Travail & Sécurité : numéro de janvier 2018, 16 janvier 2018

Dossier sur les laboratoires d'analyse biologique et entretien avec Marie Larue, présidente directrice générale de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail au Canada.

[Source : INRS](http://INRS)



Questions sociales – action sociale

- La modernisation de la délivrance des prestations sociales, janvier 2018

Ce rapport avance plusieurs propositions permettant : une évaluation des droits des personnes à partir de données plus fiables et plus justes au moment de leurs demandes ; un allègement de leurs démarches administratives grâce à une certaine automatisation du calcul des prestations.

[Source : Documentation française](#)

- La délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, 12 janvier 2018

La délégation est chargée de conduire la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés pour l'élaboration d'une stratégie nationale. A partir du premier trimestre 2018, elle veillera à la mise en œuvre des mesures qui découleront de cette stratégie, en lien avec l'ensemble des ministères et des acteurs locaux.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Les enfants et les jeunes, une priorité, 12 janvier 2018

3 millions d'enfants, soit 1 enfant sur 5, plus d'1 famille monoparentale sur 3, vivent en situation de pauvreté. La future stratégie de lutte contre la pauvreté fera des enfants et des jeunes une priorité et s'inscrira dans une logique d'investissement social.

[Source : Ministère des solidarités et de la santé](#)

- Douzième rapport au Gouvernement et au Parlement de l'Observatoire National de la Protection de l'Enfance (ONPE), janvier 2018

Le rapport est organisé selon les thématiques d'actualité (mise en œuvre des dispositions de la loi 2016-297 du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfant, installation du Conseil national de la protection de l'enfance et de ses commissions de travail, instauration d'un premier plan national de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux enfants) et présente quelques chiffres clés.

[Source : Documentation française](#)

- Migrants aux frontières de l'Europe : moins d'arrivées en 2017 selon Frontex, 11 janvier 2018

Le nombre de détections de passages clandestins des frontières de l'Union européenne (UE) a diminué en 2017 pour la deuxième année consécutive.

[Source : vie-publique.fr](#)

- Immigration : les premiers chiffres pour l'année 2017, 17 janvier 2018

Le ministère de l'Intérieur a diffusé les chiffres provisoires sur l'immigration, la demande d'asile et l'acquisition de la nationalité française en 2017.

[Source : vie-publique.fr](#)

- La prévention de la désinsertion professionnelle des salariés malades ou handicapés, janvier 2018

Le rapport propose 30 recommandations autour de 4 objectifs : mieux informer et intervenir plus précocement pour repérer les difficultés et accompagner durablement les salariés concernés ; mieux prendre en compte ces situations dans la politique de l'emploi et la réforme de la formation professionnelle, dans la perspective d'une sécurisation des parcours professionnels ; renforcer l'investissement des services de santé au travail et mieux coordonner les acteurs ; améliorer certains dispositifs existants et expérimenter de nouvelles formes d'intervention.

[Source : Documentation française](#)

- Le mode de financement de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, janvier 2018

Rapport de l'IGAS-IGF dont la mission avait un double objectif : identifier les leviers mobilisables à court terme pour construire une trajectoire budgétaire soutenable ; proposer des évolutions structurelles du mode de financement de la politique d'insertion professionnelle des personnes handicapées.

[Source : Documentation française](#)

- Emploi : le rapport Borello propose des parcours emploi compétences, 19 janvier 2018

Jean-Marc Borello, président du Groupe SOS, a remis son rapport sur les politiques d'inclusion à la ministre du Travail, le 16 janvier 2018. Ce rapport lui avait été commandé, en septembre 2017, à la

suite de la décision gouvernementale de réduire le nombre de contrats aidés.

Source : vie-publique.fr

- La prime d'activité sera revalorisée en octobre 2018, 22 janvier 2018

Agnès Buzyn a inscrit dans le projet de loi de finances pour 2018 une première revalorisation de 20 € en octobre puis chaque année jusqu'à atteindre 80 € par mois en plus.

Source : [Ministère des solidarités et de la santé](#)



Société

- Enseignement supérieur : le nombre d'étudiants en augmentation continue, 17 janvier 2018

Le ministère de l'Enseignement et de la Recherche dresse le bilan des inscriptions d'étudiants en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer pour l'année 2016-2017.

Source : vie-publique.fr

- Erasmus pro : lever les freins à la mobilité des apprentis en Europe, 22 janvier 2018

M. Jean Arthuis, député européen, a été chargé d'une mission visant à formuler des propositions pour permettre d'ouvrir la voie aux mobilités longues et de développer l'Erasmus de l'apprentissage pour tous, avec l'objectif de porter à 15 000 le nombre d'apprentis partant en Erasmus, d'ici à 2022.

Source : [Documentation française](#)

